

FEUILLEVERTE

LAUSANNOISE

Désinvestissement Pour sortir des énergies fossiles

Depuis quelque temps fleurissent des termes et hashtags étranges résonnant en “désinvestissement” ou, en anglais, en “fossil free” et “divest”. Si vous avez un peu suivi, vous avez compris que l’idée est de cesser d’investir dans les énergies fossiles, en premier lieu du charbon.

Qu’en est-il concrètement ? Qui investit dans le charbon et qu’est-ce que nous, pauvres citoyens dépourvus de ligne directe avec un trader, pouvons-nous faire ?

Partons d’un simple constat¹ : les placements de la BNS aux USA - qui représentent 10% de sa fortune – engendrent à eux seuls des émissions de CO₂ équivalents à ceux de la Suisse entière. En parallèle, le marché suisse des fonds en actions finance des émissions de 52 millions de tonnes de CO₂ à l’étranger², ce qui est à nouveau l’équivalent des émissions de la Suisse. Les caisses de pensions en sont responsables pour moitié.

Autrement dit, que vous soyez écolo ou pas, carnivore motorisé et jetlagué ou pas, la plus grande part de vos émissions proviennent de votre système monétaire et de votre retraite!

Selon l’Office fédéral de l’environnement, le système actuel nous mène à un réchauffement de 4 à 6°C. Il est révoltant, et c’est un euphémisme, que le système de prévoyance sensé penser à notre avenir investisse en toute candeur dans l’autodestruction de notre société.

Voilà qui pourrait nous déprimer, mais c’est ce constat qui est à donné naissance au mouvement planétaire de désinvestissement. Ce mouvement demande aux gouvernements et instituts de prévoyance de mener une politique climatique responsable et de retirer leurs fonds des entreprises actives dans les énergies fossiles.

Et ça marche. À ce jour, de nombreuses organisations se sont engagées à désinvestir : des villes telles que Paris et Berlin, une centaine d’universités comme Stanford et Yale, des institutions philanthropiques et financières tels que le Fonds souverain de Norvège et le Fonds des frères Rockefeller ou des assurances telles que Axa et Allianz. En tout, 710 institutions ont retiré des fonds des industries fossiles, représentant plus de 5’450 milliards

1 Issu du rapport réalisé par South Pole Group : www.artisansdelatransition.org/rapports.html

2 Source: www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-59285.html

de dollars³. En Suisse, des institutions se sont également engagées, notamment la Caisse fédérale de pensions (Publica) et l'Université de Lausanne.

A Lausanne, un postulat de La Gauche demandant que la Caisse de pensions du personnel communal de Lausanne désinvestisse les énergies fossiles, déposé en 2015, a été accepté début 2017. Nous veillerons à ce que cela porte ses fruits.

Dans notre canton, malheureusement, le postulat identique pour la Caisse de pension de l'Etat de Vaud, déposé en même temps, a été refusé par un plénum nettement moins sensibilisé à la problématique. Il faudra revenir à la charge.

Enfin au niveau fédéral, Adèle Thorens a récemment demandé au Conseil fédéral : « La politique de placement de la BNS est-elle compatible avec l'Accord de Paris sur le climat? » La réponse botte en touche en rappelant que la BNS ne fait pas de politique...

Une réponse pareille nous force à accepter ce constat : la pression doit venir à la fois de la société civile, des assurés et du monde politique pour rendre bientôt impensable d'investir dans le fossile. Pas question de se relâcher.

Vincent Rossi, conseiller communal
avec le Groupement lausannois de
désinvestissement

³ Damian Carrington, « Fossil fuel divestment funds double to \$5tn in a year », The Guardian, 12 décembre 2016. Cette part est relativement faible mais augmente rapidement.